



L'ÉVÉNEMENT

Iannis Roder : « L'école n'est pas là pour prendre en compte les sensibilités de chacun »

AGRÉGÉ d'histoire, Iannis Roder enseigne dans un collège de Saint-Denis depuis plus de vingt ans. En 2002, il avait participé à la rédaction de l'ouvrage collectif *Les Territoires perdus de la République*. Auteur en 2020 du livre *Sortir de l'ère victimaire*, qui revient sur la concurrence des mémoires, il fait aujourd'hui partie du Conseil des sages de la laïcité.

LE FIGARO. – Est-il plus difficile que par le passé d'aborder, en classe, la liberté d'expression, en utilisant notamment des caricatures ?

Iannis RODER. – Cela fait vingt ans que la religiosité monte dans notre société, et donc à l'école. Comme le résume très bien le politologue Philippe Portier, « une partie de la population croissante s'éloigne du religieux, quand l'autre au contraire réactive ses appartenances ». À l'école, les élèves ont de plus en plus de mal à mettre l'intime de côté. Or la première condition pour « être enseigné », c'est de mettre ses susceptibilités de côté. Les choses se sont renforcées depuis *Charlie*. Il y a, chez certains élèves musulmans, un sentiment de non prise en compte de leur sensibilité. Et chez les non croyants, on entend de plus en plus l'idée que « ça ne se fait pas de manquer de respect à une religion ». Mais l'école n'est pas là pour prendre en compte les sensibilités de chacun. L'école participe à la construction d'une société adulte qui édifie de futurs citoyens responsables. Après la mort de Samuel Paty, il sera plus compliqué encore pour certains enseignants

d'aborder ces questions. Ils auront toujours une pensée pour lui et l'idée qu'un prof peut mourir pour avoir montré un dessin.

Après ce drame, on parle beaucoup d'autocensure et d'« accommodements » des professeurs avec les valeurs de la République. Est-ce répandu ?

Jean-Michel Blanquer est le premier ministre de l'Éducation à enfin mener un vrai combat pour défendre ces valeurs. Son message et ses actions vont néanmoins mettre du temps à changer la culture de l'institution. Ses prédécesseurs ont mis tout cela sous le tapis. En 2015, Najat Vallaud-Belkacem a minimisé les contestations qui ont éclaté dans les classes, pendant la minute de silence en hommage aux victimes de l'attentat contre *Charlie Hebdo*. Elle a d'abord parlé de 70 établissements puis, face à la déferlante, de « 200 établissements localisés ». C'était en réalité beaucoup plus.

Aujourd'hui, si des professeurs ne font pas remonter les atteintes à la laïcité et leurs difficultés à enseigner certaines choses, c'est par peur d'être jugés, d'être accusés de ne pas savoir faire leur métier. Dans les années 2000, lorsqu'un de mes élèves m'a dit que « Hitler ferait un bon musulman », ma principale m'a demandé ce que j'avais fait pour qu'il me dise cela... Il faut changer cette culture, c'est d'ailleurs la volonté affichée du ministre. La société, l'institution, ses inspecteurs, ses équipes « Valeurs de la République », ses professeurs doivent faire bloc.

Constatez-vous un défaut de formation des enseignants ?



Lorsque j'ai commencé comme stagiaire, je n'avais jamais eu de cours sur les principes républicains. Aujourd'hui, des efforts sont engagés sur la formation des personnels de direction et des nouveaux enseignants. Mais l'immense majorité n'a pas été formée. Le 8 janvier 2015, au lendemain des attentats contre *Charlie*, lorsque mes élèves de 4^e sont entrés dans mon cours, à 16 heures, personne, dans le collège, n'avait abordé le sujet avec eux.

Les professeurs ne sont pas suffisamment outillés. Il faut les former non seulement à la signification des valeurs de la République, mais aussi aux enjeux. Il faut les armer pour répondre à ces questions récurrentes autour du « deux poids, deux mesures », telles que : « Pourquoi *Charlie* n'est pas censuré, alors que *Dieudonné* n'a pas le droit de parler ? » ou « pourquoi *Mila* peut tenir des propos contre l'islam, alors que *Freeze Corleone* (un rappeur récemment censuré, NDLR) ne peut pas parler de la Shoah ? ». Il ne suffit pas de dire que le blasphème n'existe pas. L'élève s'en moque. Il faut expliquer, raconter, contextualiser.

Quelle place occupent les valeurs de la République dans vos cours ?

Une place permanente. Elles ne sont pas forcément annoncées telles quelles, mais elles sont dans tous les interstices de mes cours, quand j'aborde la Révolution française, la traite et l'esclavage, la III^e République, le colonialisme, la décolonisation, les États totalitaires. Elles permettent de comprendre que, quelle que soit sa confession, son origine, on est citoyen de la République française, que la laïcité protège les minorités religieuses, et que le droit religieux n'a pas de valeur normative.

Comment les enseignants envisagent-ils la rentrée du 2 novembre ?

Ils sont inquiets. L'émotion sera

retombée. Il faudra alors être vigilant face à des discours qui chercheront à minimiser. Je commence déjà, quelques jours après la mort de Samuel Paty, à entendre, par-ci, par-là, dans le monde enseignant et intellectuel, une parole consistant à dire que, certes les valeurs de la République ont été directement attaquées, mais que certains enfants vivent dans la misère et qu'il faut solder le passé colonial. Nous revoilà déjà dans le discours victimaire. Je m'attends malheureusement à voir émerger cette vision sociologisante, qui ne perçoit les individus que comme des victimes, pas comme des adultes capables de réfléchir. Comme vision néocolonialiste, on ne trouve pas mieux ! Les choses vont-elles finir par se retourner contre la République, que l'on va finir par accuser, comme après 2015 ? C'est bien l'islamisme qui a assassiné Samuel Paty. Il y a, d'un côté, des fanatiques et une idéologie mortifère, de l'autre, la République. Ce n'est pas compliqué. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR C. B.



Yannis Roder, historien et professeur d'histoire dans un collège de Saint-Denis (93), ici au Mémorial de la Shoah. FRANÇOIS BOUCHON/LE FIGARO